

#3

Bulletin

Réseaux européens Concord et Eurodad

Ce bulletin spécial « Réseaux européens » a pour but de vous informer sur l'actualité de ces réseaux et de vous présenter les dossiers sur lesquels le Cercle a collaboré.

Concord

Actualité
des groupes
de travail

P.2 Financement du Développement durable

P.3 Inégalités et économies durables

P.4 Cohérence des politiques pour le
développement durable (CPD)

P.5 Genre

P.5 Education à la Citoyenneté Mondiale

P.6 Relations Afrique - Union Européenne

P.6 Nouvelles institutionnelles de Concord

Eurodad

P.7 Proposition d'une convention des Nations Unies
sur la fiscalité

P.8 Eurodad's 2022 Conference: Reboot the system -
Defining joint strategies for economic justice

P.9 Nouvelles institutionnelles de Eurodad

Concord

Financement du Développement durable

Le travail de Concord dans le groupe de travail pour le financement du développement durable s'attache à ce que les institutions et les États membres de l'UE mettent en œuvre une coopération au développement efficace, conformément au principe « Leave No One Behind ».

L'une des principales actions de Concord pour les prochaines années sera le suivi de la mise en œuvre de l'instrument « **Global Europe / L'Europe dans le Monde** ».

Pour rappel, l'instrument « L'Europe dans le monde » ou instrument financier de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVDCI) (Global Europe / NDICI en anglais) **est l'instrument destiné à financer l'action extérieure de l'UE.**

Concord a publié un guide qui entend fournir aux organisations de la société civile (OSC) une vue d'ensemble des instruments et programmes, tant thématiques que géographiques, mis en œuvre par l'Union européenne dans le cadre de cet instrument. Il présente également la place des OSC dans cet instrument et offre un aperçu des possibilités de financement pour les OSC.

[Guide de Financement des Organisations de la Société Civile au titre de l'instrument « L'Europe dans le monde »](#)

Concord considère que pour créer une appropriation dans les pays partenaires, cette mise en œuvre doit être accompagnée d'une consultation des organisations de la société civile sur les processus de programmation de cet instrument. C'est pourquoi Concord fait un travail politique auprès des l'UE en faveur d'une plus grande participation de la société civile lors de réunions de programmation de l'aide dans les pays partenaires.

Cadre : Pour en savoir plus sur l'instrument « Global Europe / L'Europe dans le Monde ».

L'ECDPM (European Centre for Development Policy Management) a développé un document sur le sujet : [L'Europe dans le monde ? le nouvel instrument financier de l'UE en 15 questions - et réponses](#)

Global Europe sur le site de la DG Partenariats Internationaux : [Global Europe](#)

Lien vers les documents des programmes indicatifs par pays et thématique : [Global Europe - Programming](#)

Quelques critiques, analyse et positionnement au sujet de l'instrument :

The Geopolitics of Aid: Unpacking the Global Europe Programme
Riccardo Roba: [Télécharger](#)

Définir des normes plus élevées pour la mise en œuvre de l'instrument « Global Europe » Document stratégique de CONCORD sur les migrations au sein de l'instrument Global Europe. [Télécharger](#)

Cadre financier pluriannuel 2021-2027, note d'analyse - Coordination Sud : [Télécharger](#)

Inégalités et économies durables

La prise en compte des inégalités dans les politiques de coopération est un point fort du travail de Concord en 2021/2022.

Le groupe de travail sur les Inégalités et les économies durables avait ouvert en 2021 trois chantiers pour étudier la prise en compte des inégalités au niveau européen, au niveau des États membres et un travail de recherche rassemblant des études de cas pour des pays du Sud.

L'étude sur la [prise en compte des inégalités dans les politiques de l'UE](#) est accessible sur le site de Concord.

En mars 2002 Concord a publié et présenté le rapport « **The road to equality: How do EU Member States address inequalities through international cooperation?** »

Ce rapport analyse la prise en compte des inégalités dans les politiques de coopération des états membres de l'UE.

Les conclusions du rapport montrent que l'engagement politique des États membres de l'UE à lutter contre les inégalités en tant que réalité intersectionnelle et multidimensionnelle, par le biais de leur coopération internationale, ne s'est pas suffisamment traduit dans la pratique. Il n'existe que très peu d'outils pratiques et de document de référence pour la prise en compte des inégalités. A part la prise en compte des inégalités hommes/femmes, les outils de collecte de données, d'analyse, de suivi, d'évaluation en relation avec les inégalités sont très rares.

Même lorsqu'il existe un engagement politique clair de la part des ministres du développement pour lutter contre les inégalités, le rapport a montré également un manque de cohérence des politiques en faveur du développement durable et inclusif, ce qui démontre que cet engagement n'est souvent pas partagé par d'autres ministères, tels que ceux chargés du commerce, de la fiscalité, de la justice ou des politiques climatiques.

La richesse peut être redistribuée entre les pays grâce, entre autres, à l'aide publique au développement (APD), à l'allègement de la dette, à la jus-

tice fiscale et au financement de l'adaptation au changement climatique. Cette analyse a donc examiné les niveaux de l'APD réelle des États membres de l'UE en tant que part du RNB, en particulier les flux financiers orientés vers les pays les moins avancés (PMA), et leurs efforts pour réduire le fardeau de la dette, pour soutenir la justice fiscale et pour promouvoir l'accès des communautés et des pays à risque au financement de l'adaptation dont ils ont besoin pour faire face aux effets néfastes du changement climatique.

Les États membres de l'UE montrent très peu d'engagement à redistribuer les richesses au travers de l'APD. Contrairement à la Suède, le Luxembourg et le Danemark, une majorité d'États membres n'atteignent ni leur objectif global d'aide publique au développement ni leur objectif d'APD en faveur des pays les moins avancés. En outre, les pratiques de plusieurs États membres en matière de services financiers et de fiscalité des entreprises augmentent les possibilités d'évasion fiscale dans les pays partenaires et diminue les possibilités de mobiliser des ressources fiscales domestiques

Les résultats du Luxembourg / Analyse

Le Luxembourg a une politique forte en matière d'égalité des sexes qui est une priorité transversale de la stratégie générale de la coopération qui a identifié l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes comme l'une des 4 thématiques prioritaires. Le Luxembourg montre un engagement pour s'engager pour le LNOB et montre

une volonté d'investir vers les groupes vulnérables et marginalisés. L'engagement du Luxembourg à concentrer son APD vers les pays les moins avancés montre dans les faits la volonté de lutter contre les inégalités et de respecter les engagements internationaux à ce sujet.

En examinant les orientations et les outils utilisés pour concevoir les interventions, le rapport a montré que peu d'États membres disposent d'orientations méthodologiques pour évaluer l'état actuel des inégalités lors de l'élaboration de programmes de coopération et pour cartographier les personnes marginalisées et celles en situation de risque ou pour reconnaître une fracture numérique.

Comme dans la plupart des pays étudiés, à l'exception des inégalités de genre, la prise en compte des inégalités dans les politiques et les pratiques de coopération luxembourgeoise ne se fait que partiellement. Le manque de document de référence ou d'études pour prendre en compte les différentes formes de marginalisation, d'exclusion et de discrimination en permettant de comprendre les racines des inégalités et les relations entre celles-ci dans les contextes d'intervention n'ont pas encore été suffisamment développées.

Le rapport a montré un fort engagement de la coopération au développement pour réduire les inégalités, cependant le rapport a identifié des incohérences entre les politiques nationales luxembourgeoises et cet engagement de qualité pour la coopération au développement. Ces incohérences se situent notamment dans le manque de transparence du secteur financier au Luxembourg qui pourrait favoriser l'abus fiscal, le blanchiment d'argent et augmente les possibilités d'évasion fiscale dans les pays partenaires et soustraire ainsi des ressources domestiques aux budgets nationaux.

Pour en savoir plus :

Inequalities unwrapped an urgent call for systemic change. [Télécharger le rapport](#)

Dans le cadre d'une réflexion sur les inégalités et la digitalisation, Concord a publié deux documents :

- EU Declaration on digital rights and principles: Strengthening the external dimension to ensure digital rights for all. [Télécharger](#)
- The digital gender divide [Télécharger](#)

Cohérence des politiques pour le développement durable (CPDD)

L'UE et ses pays membres s'engagent à remédier aux incohérences politiques qui pourraient empêcher l'atteinte des ODD. La mise en pratique de ces engagements par les pays membres rencontre de nombreux obstacles pour sa réalisation. Concord a réalisé en 2022 une étude comparative de 9 états européens concernant la prise en compte de la cohérence des politiques pour le développement durable.

L'étude accorde une attention particulière à l'objectif de traiter les retombées négatives des politiques nationales de l'UE ou de ses États membres sur le Sud global. L'objectif du rapport est d'encourager les États membres de l'UE et la

Commission européenne à s'engager, à mettre en œuvre et à rendre compte de la CPDD en renforçant ou en créant des mécanismes de contrôle et de mise en œuvre.

A test of the EU's integrity towards the 2030 agenda : The status of policy coherence for sustainable development. [Télécharger le rapport](#)

Pour en savoir plus sur la Cohérence des Politiques pour le Développement : <https://cercle.lu/cpd/>

Thématiques transversales traitées par Concord

Genre

Le Groupe travail « Genre » fait le suivi de la mise en œuvre du 3ème Plan d'action sur l'égalité des sexes. Ce plan présenté en 2020 vise à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et l'émancipation des femmes dans toute l'action extérieure de l'Union européenne. Concord prépare également une évaluation de la mise en œuvre de ce plan qui paraîtra en 2023.

Pour en savoir plus sur le GAP III :

EU GENDER ACTION PLAN (GAP) III

[Télécharger](#)

[The will is there, but can the Gender Action Plan III pave the way to a gender-equal world?](#) Positionnement Concord

Education à la Citoyenneté Mondiale

Ce groupe - ou plutôt son steering committee - se concentre sur le travail politique pour la thématique de l'éducation à la citoyenneté mondiale (policy and advocacy work), dans le but d'influencer au niveau européen une politique favorable pour la thématique.

Récemment, les membres du groupe étaient très engagés dans le cadre des « DEAR calls » (Development education and awareness raising), des appels à projets ECM au niveau européen.

Les membres de ce groupe font aussi partie du groupe CSO (Civil Society Organisation) dans le cadre du processus de l'élaboration de la nouvelle « Déclaration sur l'éducation mondiale en Europe à l'horizon 2050 ». Le but du processus est de créer une vision à long terme et de construire un soutien politique et un engagement plus large et plus profond en faveur de l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Plus d'informations sur le DEAR Call :

<https://docs.google.com/document/d/1WWrXooKZ29V20bm0dIXST7jBjtZSP8mcjFWgSOnSfaY/edit>

Plus d'informations sur le processus d'élaboration de la « Déclaration sur l'éducation mondiale en Europe à l'horizon 2050 » : <https://www.gene.eu/ge2050>

Relation Afrique - Union Européenne

Le 6e sommet Union européenne - Union africaine

Les chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE) se sont réunis à l'occasion du sixième sommet Union européenne - Union africaine qui s'est tenu à Bruxelles les 17 et 18 février 2022. La réunion était coprésidée par le président du Conseil européen, Charles Michel, et par le président du Sénégal et président de l'UA, Macky Sall.

Cet événement, qui se tient tous les trois ans a pour but d'offrir une plate-forme distincte pour le dialogue et la définition d'un agenda politique commun. Les organisations de la société civiles ont regretté que cet événement n'ait pas permis une participation de la société civile et que les résultats de cette rencontre n'aient pas permis de repenser en profondeur les relations entre les pays africains et l'Union européenne pour faire face aux enjeux communs.

Pour en savoir plus :

[Vidéo de la Conférence de presse](#) pour la clôture Sommet Union européenne - Union africaine.

Déclaration finale du Sixième sommet Union européenne - Union africaine : une vision commune pour 2030: [Télécharger](#)

Positionnement de la société civile autour de cet événement :

[PROPOSITIONS POUR UN ENGAGEMENT SIGNIFICATIF DES SOCIÉTÉS CIVILES DANS LE MÉCANISME DE SUIVI DU SOMMET UA-UE](#)

[The 6th EU-Africa Summit: Plenty of rhetoric, very little substance / Farwa Sial, Hamdi Benslama, Adrian Chikowore / Eurodad - Afrodad](#)

Des nouvelles institutionnelles de Concord :

Les 16 et 17 juin a eu lieu l'Assemblée Générale de Concord :

Voici les liens vers [le compte rendu de l'Assemblée](#) et vers le [rapport annuel](#).

En 2021 et 2022 les membres de Concord ont participé à différentes sessions de travail afin de concevoir la prochaine stratégie de l'organisation pour les années 2023-2026 qui peut être téléchargée sous le lien suivant : [stratégie de l'organisation pour les années 2023-2026](#)

Les groupes de travail sont actuellement en train de définir les activités des grandes lignes de la stratégie qui vous seront présentées dans le prochain bulletin.

Eurodad

Proposition d'une convention des Nations Unies sur la fiscalité

Les flux financiers illicites liés continuent de coûter aux pays du Sud des centaines de milliards de dollars en recettes fiscales. Eurodad a développé une proposition de ce à quoi pourrait ressembler une Convention des Nations unies sur la fiscalité.

Cette proposition fait suite à une demande exprimée par le Groupe Afrique aux Nations Unies qui a appelé à une telle convention en soulignant l'importance d'une telle convention pour les pays du Sud global.

Les grands axes de la proposition.

Créer un organisme fiscal mondial ouvert à tous.

Sous la forme d'une conférence des parties, la convention créerait une structure de gouvernance fiscale mondiale à laquelle tous les pays pourraient participer sur un pied d'égalité. Contrairement à la situation actuelle, où les décisions relatives aux règles fiscales mondiales sont prises par différents types d'organismes auxquels les pays en développement, notamment, ne peuvent pas participer sur un pied d'égalité.

Promouvoir l'équité envers les pays en développement.

La convention proposée vise à remplacer les normes et règles fiscales existantes qui sont biaisées en faveur des pays riches et industrialisés par un système qui inclut pleinement les intérêts, les préoccupations et les besoins des pays en développement. La Convention vise à promouvoir des systèmes fiscaux progressifs et à établir un lien entre la gouvernance fiscale mondiale et d'autres engagements et obligations des gouvernements, notamment ceux relatifs aux droits humains, aux objectifs de développement durable, à l'égalité et à la protection de l'environnement.

Lien vers la proposition :

<https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/2852/attachments/original/1649153926/un-tax-convention-final.pdf?1649153926>

Vidéo « [Who is really at the table when global tax rules get decided?](#) » Eurodad

Eurodad's 2022 Conference: Reboot the system - Defining joint strategies for economic justice

En juin 2022 Eurodad a tenu son université d'été. Plusieurs sessions organisées lors de cet événement sont disponibles en ligne :

[Eurodad's 2022 Conference: Reboot the system: Defining joint strategies for economic justice](#)

Emilia Reyes
Program Director, Policies and Budgets for Equality and Sustainable Development - Equidad De Género: Ciudadanía, Trabajo Y Familia

Jason Hickel
Economic anthropologist

[« Development cooperation as a leverage for tackling vaccine inequality? »](#)

Speakers • Jean Bossuyt (ECDPM) • Arnaud Zaccharie (CNCD – 11 11 11) • Kristina Bayingana (Office of the Belgian Minister of Development Cooperation) • Vitalice Meja (Reality of Aid Africa)

["How gender-responsive is climate finance?"](#)

Moderator • Leia Achampong (Senior Policy and Advocacy Officer - Climate Finance, Eurodad)

Speakers • Liane Schalatek (Associate Director, Heinrich Böll Stiftung Washington DC) • Baysa Naran (Senior Analyst, Climate Policy Initiative) • Eva Peace Mukayiranga (The Green Protector and Loss and Damage Youth Coalition - LDYC)

[« A green recovery: Empty rhetoric or a just transition? »](#)

Speakers • Chenai C. Mukumba (Policy Research and Advocacy Manager - Tax Justice Network Africa) • Carla Montesi (Director for Green Deal and Digital Agenda - DG INTPA, European Commission) • Elena Crasta (• Max Aji (Author, remote participation) • Jeroen Kwakkenbos (Deputy Head of the EU Office - Oxfam International)

[« Ensuring the primacy of human rights in times of systemic crisis »](#)

Speakers • Attiya Waris (UN Independent Expert on foreign debt, other international financial obligations and human rights) • Jason Rosario Braganza (Executive Director - AFRODAD) • Maria Arena MEP (Member of the European Parliament - S&D Group) • Isabel Ortiz (Director - Global Social Justice Program at Joseph Stiglitz's Initiative for Policy Dialogue)

FINANCEMENT CLIMATIQUE

Dans sa nouvelle stratégie Eurodad a intégré une thématique liée au Financement Climatique dans ce cadre, 3 séminaires ont été organisés en 2022

Webinar Series - "Skilling-up on Climate Finance"

Session 1: ["What is climate finance and why is public climate finance needed?"](#)

Moderator • Jean Saldanha (Director, Eurodad)

Speakers • Lidy Nacpil (Coordinator, Asian Peoples Movement on Debt and Development) • Joe Thwaites (Associate II, Sustainable Finance Center, World Resources Institute) • Quamrul Chowdhury (Lead Climate Negotiator of LDCs)

Session 2: ["How transparent and accessible is climate finance?"](#)

Moderator • Maria Jose Romero (Policy and Advocacy Manager - Private Finance, Eurodad)

Speakers • Bertha Argueta (Senior Advisor - Climate Finance and Development, Germanwatch) • Adrian Chikowore (Policy and Research Consultant, AFRODAD) • Carola Mejía (Climate Finance Analyst, Latindadd)

Bulletin #3

Réseaux européens Concord et Eurodad

Session 3: "[How gender-responsive is climate finance?](#)"

Moderator • Leia Achampong (Senior Policy and Advocacy Officer - Climate Finance, Eurodad)

Speakers • Liane Schalatek (Associate Director, Heinrich Böll Stiftung Washington DC) • Baysa Naran (Senior Analyst, Climate Policy Initiative) • Eva Peace Mukayiranga (The Green Protector and Loss and Damage Youth Coalition - LDYC)

Dans le cadre du [Forum NGO CSW](#) a organisé un webinaire sur la dette et le changement

climatique depuis une perspective décoloniale et féministe :

A Feminist and Decolonial View on Debt and Climate Change

https://www.youtube.com/watch?v=s3GTNPuw8el&ab_channel=EurodadVideo

Des nouvelles institutionnelles de Eurodad :

Le 8 juin a eu lieu l'assemblée générale d'Eurodad. Lors de cette assemblée, deux nouveaux membres ont rejoint le CA de l'organisation : Jeroen Kwakkenbos d'Oxfam international et David Archer d'Action Aid.

Vous trouverez [sous ce lien](#) le rapport d'activité de l'année 2021 présenté lors de cette AG.

Votre avis est important :

Nous allons partager régulièrement avec vous des informations sur les enjeux de la coopération au développement et des informations sur les activités de Concord et Eurodad.

Si vous avez des recommandations sur les contenus ou sur les formats n'hésitez pas à nous les faire parvenir : fx.dupret@cercle.lu - camille.lassignardie@cercle.lu